



Modification de l'Ordonnance relative aux déchets de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC)

Note de position - Too Good To Go

Too Good To Go soutient les objectifs du Gouvernement RBC dans le cadre de la modification de son ordonnance sur les déchets. Nous partageons le constat de l'urgence de réduire l'impact environnemental, social et économique du gaspillage alimentaire.

Cependant, en tant que partenaire anti-gaspi de 200 000 entreprises alimentaires dans 17 pays, nous craignons que les mesures proposées s'avèrent contre-productives.

Le gaspillage alimentaire est un défi systémique et complexe, qui nécessite des solutions innovantes afin que les acteurs du secteur alimentaire puissent bénéficier de solutions diverses et polyvalentes, conformément à la hiérarchie européenne des déchets alimentaires.

Conséquences Involontaires du Don Obligatoire

Les mesures proposées par le Gouvernement RBC nous semblent de nature à entraîner plusieurs effets indésirables. En particulier :

- L'obligation de donner les produits invendus au moins un jour avant la date d'expiration soulève des défis et des risques importants en matière de gestion, de stockage et de distribution des dons alimentaires dans le respect des normes de sécurité et d'hygiène.
- En imposant une obligation de don sans tenir compte des limitations opérationnelles des associations caritatives relatives aux volumes de dons, types d'aliments, caractère périssable, stockage et logistique, les mesures envisagées entraîneront inévitablement le déplacement du gaspillage alimentaire de la grande distribution vers les associations caritatives. La gestion des excédents alimentaires nécessite de la flexibilité, ce qui implique - pour certains produits - de pouvoir donner le jour de leur date d'expiration.
- L'obligation de don d'invendus alimente la dépendance de la politique d'aide alimentaire vis-à-vis du don, au détriment de mesures structurelles et financières permettant un accès direct à l'alimentation. Un système d'aide reposant sur les excédents n'est pas une solution pérenne à la précarité alimentaire, la réduction par les entreprises de leurs niveaux de déchets diminuant nécessairement leur capacité de don.

La priorité doit être donnée à la prévention

L'Union européenne a établi une hiérarchie du gaspillage alimentaire (cf. schéma 1), qui donne priorité à la "prévention". Pour aborder efficacement la complexité et l'ampleur du défi du gaspillage alimentaire, il convient, par priorité, d'adopter des mesures de prévention des déchets.

- Afin de respecter la hiérarchie européenne du gaspillage alimentaire, les actions de prévention doivent toujours être privilégiées par rapport aux mesures, plus consommatrices de ressources.
- Pour assurer la priorité à la prévention, la grande distribution devrait être tenue de mettre en œuvre un plan de prévention du gaspillage alimentaire, comprenant des mesures telles que la formation du personnel, une meilleure anticipation et gestion des approvisionnements, un suivi des dates d'expiration, la pratique de remises sur les produits prochainement périssables, la mise en place de "rayons anti-gaspi".
- La vente ou le don d'excédents alimentaires à des organisations caritatives et/ou à d'autres organisations doit toujours être privilégié par rapport aux organisations qui transforment les excédents en nouveaux produits, car cette transformation nécessite une utilisation supplémentaire de ressources.

La nécessité de trouver des solutions non discriminatoires

La précarité alimentaire se présente sous plusieurs formes, et de nombreuses personnes en situations de vie temporairement difficiles ne sont souvent pas prêtes à dépendre des



associations caritatives pour de nombreuses raisons, notamment d'ordre émotionnel.

En utilisant des outils numériques non-discriminatoires proposés par des entreprises telles que Too Good To Go, les utilisateurs ont accès à des invendus alimentaires de qualité à une fraction du prix d'origine. Cette flexibilité est essentielle aux personnes en situation de précarité et doit être prise en compte dans le cadre des mesures visant à réduire le gaspillage alimentaire.

Alternatives ayant démontré leur efficacité

Plutôt que de poursuivre une obligation de don des invendus alimentaires à un groupe prioritaire d'organisations, des approches alternatives ont démontré leur efficacité dans toute l'Europe.

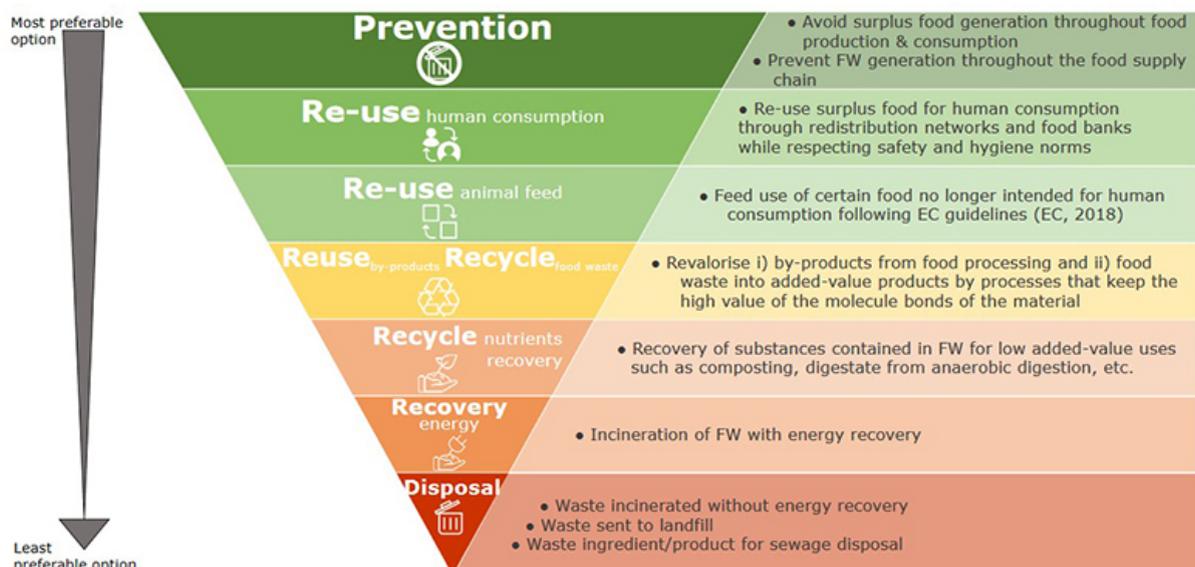
- En 2016, la France a interdit le fait de rendre les invendus alimentaires impropres à la consommation humaine. Ces dispositions pourraient être étendues au moyen d'une interdiction d'éliminer les excédents par mise en décharge ou incinération. Les entreprises alimentaires ont également l'obligation de conclure une convention de don avec des associations caritatives.
- Plusieurs pays européens utilisent des incitations fiscales pour encourager les dons alimentaires, en appliquant un taux de TVA 0% sur les dons aux associations caritatives et/ou en autorisant les dons alimentaires à être déduits de l'impôt sur les sociétés.

Nos Recommandations

Le Gouvernement RBC pourrait envisager une combinaison des mesures suivantes :

- Une interdiction de rendre les excédents alimentaires non comestibles, ainsi qu'une interdiction d'éliminer les excédents alimentaires par mise en décharge ou incinération;
- Une obligation pour les entreprises de conclure une convention de don avec une association caritative, comprenant des dispositions sur la qualité et la fréquence;
- L'extension des incitations fiscales pour encourager les dons alimentaires au-delà du taux de TVA 0% actuellement applicable, pour inclure également des déductions fiscales
- La promotion de solutions innovantes pour que les opérateurs alimentaires puissent appliquer un ensemble de solutions, conformément à la hiérarchie européenne du gaspillage alimentaire.

SCHEMA 1: La Hiérarchie européenne du Gaspillage Alimentaire





A propos de Too Good To Go

Certifiée B Corp, Too Good To Go est une entreprise à impact social qui met en relation ses utilisateurs avec des magasins partenaires – des distributeurs, des boulangers, des cafés, des restaurants et des industriels – pour la vente de leurs invendus. Avec sa communauté de 83 millions d'utilisateurs et de 200.000 partenaires répartis dans 17 pays en Europe et en Amérique du Nord, Too Good To Go a contribué à sauver en 7 ans plus de 250 millions de paniers d'invendus qui auraient été jetés, soit l'équivalent de 625 500 tonnes de CO2e évitées.